

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **40 (1982)**

Heft 4

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un village de montagne: Albiez-le-Vieux en Maurienne¹

La réédition de l'ouvrage consacré par P. Rambaud à son village natal montre l'importance des problèmes de méthode en science sociale.

L'auteur dirige le département de sociologie rurale à l'École des hautes études en science sociale. C'est donc un sociologue qui nous offre la monographie d'une commune de montagne, comme pourrait le faire un géographe, un économiste ou un historien (le «Montailon» de Le Roy Ladurie est aussi une monographie). Centrer l'analyse est déjà un problème, qui explique le changement du titre primitif. «Economie et sociologie de la montagne» a disparu. La raison donnée par l'auteur est que «l'économie montagnarde s'est considérablement transformée avec les stations de ski notamment, *et donc aussi les rapports sociaux*»². Est-ce un motif suffisant? Le contenu de l'ouvrage indique nettement que l'auteur, familier du marxisme comme l'ensemble des sociologues, géographes, historiens, économistes contemporains, évite de subordonner toute la vie sociale à l'économie. On peut retenir l'idée qu'Albiez représentait, jusqu'à une période récente, l'économie et la sociologie de la montagne non touristique, qui est une sorte de montagne et, économiquement parlant, la moins intéressante. Mais la raison principale du changement de titre est autre. La monographie porte sur l'histoire politique et la psychologie sociale au moins autant que sur l'économie et la sociologie — à moins d'admettre que la sociologie soit une accolade!

En fait l'ouvrage ressemble à une thèse de géographie humaine. Il multiplie comme elle les analyses historiques, démographiques et agraires. Mais le «ton» est différent. Il est plus personnel que d'habitude, à la fois par l'amour du pays qui sourd de tant de pages et par une espèce de rancune «historique» qui mérite d'être commentée.

Tel que le présente P. Rambaud, Albiez-le-Vieux a toujours vécu dans l'inquiétude. C'est sa nature même, d'après la page 11: «Comprendre un village, c'est d'abord expliciter l'inquiétude qui le pousse à instaurer des équilibres toujours changeants». L'entrée de la communauté albiennaise dans l'Etat annonce, de 1536 à 1749, «deux siècles de terreur et de famine»³. Le chapitre suivant s'intitule: «Deux siècles d'inquiétude démographique: 1758–1958». Le chapitre V commence par mentionner «l'inquiétude démographique du XX^e siècle»³. Alors que, quelques pages plus loin, l'accroissement du cheptel figure «le second indice d'enrichissement»³. Le détail de l'historique montre qu'effectivement ni la guerre, ni la peste, ni la famine n'ont épargné Albiez-le-Vieux. L'auteur insiste d'autre part sur la réduction démographique subie depuis un siècle par ce village de montagne. Est-ce là une particularité? Peut-on en déduire que l'observation du village doit partir d'une inquiétude à expliciter? Je pense que l'économiste interprète l'exode rural autrement que le sociologue. Il admet qu'un village, comme toute entité économique, doit assumer sans cesse des changements techniques, démographiques, sociaux... et que l'abandon de certaines

activités pour d'autres jugées moins pénibles est un signe favorable. D'ailleurs le chapitre VI ajouté lors de la deuxième édition conclut sur une note plutôt optimiste.

Il reste que la situation ancienne, vue d'aujourd'hui, n'était pas brillante, et sans doute moins bonne que celle de tel ou tel village suisse comparable à Albiez. Les conditions physiques et humaines des villageois de Maurienne évoquent celles des Valaisans: long enneigement, habitat à plusieurs niveaux, viticulture en plaine, alpage en altitude, sol varié avec de bons terrains permettant de vivre en quasi autarcie. Les deux différences historiques: pas de mercenaires et pas de paysans-ouvriers, suffisent-elles à expliquer les difficultés plus grandes des Albiens?

Je me demande si un facteur géographique n'a pas joué un rôle que Rimbaud aurait négligé, mais qu'un géographe aurait souligné, à savoir la situation frontalière. Albiez, comme toute la Maurienne, a fait partie tantôt d'un Etat, tantôt d'un autre, de la Savoie, puis de la France, et encore de la Savoie devenue royaume de Sardaigne, avant le rattachement définitif de la Savoie à la France. Le village est quasi frontalier, alors que la Maurienne n'est pas physiquement fermée comme le Valais. Albiez a donc l'inconvénient d'être marginal sans avoir l'avantage d'être oublié!

Par contre, je reconnais un caractère commun au géographe et au sociologue, c'est l'art de nuancer, le refus de porter un jugement général qui simplifierait abusivement la réalité. En voici deux exemples. Une institution comme le salariat «a été d'abord vécue comme une immense promotion sociale»⁴. Mais, plus tard, «l'émigration prolétarienne a été blessée dans les corps et les esprits par un capitalisme commerçant, puis industriel»⁴. De même, la dislocation de la seigneurie épiscopale (p. 146 ss) exprime-t-elle une tendance à la laïcisation? C'est à voir car, si d'une part les communautés paysannes contestent désormais certains prélèvements épiscopaux, d'autre part la fondation d'une confrérie à Albiez-le-Vieux en 1636 manifeste la volonté de créer une famille spirituelle en échappant à la fois «à la solitude et à la rigidité de cadres non choisis»⁵.

Ce qui distingue enfin la méthode de l'auteur, sociologue, de celle qu'aurait employée un historien, c'est la sous-estimation du facteur politique. Entendons-nous bien. L'histoire politique de la communauté albiennaise est très soigneusement analysée. Il faut rendre hommage à un auteur capable de suivre, décennie après décennie, l'histoire de son village pendant près de huit cents ans, en sachant à la fois la rattacher à l'histoire générale et dérouler la vie interne de la communauté montagnarde. Les mouvements de sécularisation, de privatisation, d'alphabétisation sont repérés par une foule de détails expressifs. En même temps on voit l'individualisme et l'esprit communautaire triompher tour à tour au village. Mais l'auteur arrête l'histoire à la fin du XVIII^e siècle parce que «la communauté montagnarde est déjà, dans le dernier quart du XVIII^e siècle, ce qu'elle sera encore un siècle et demi plus tard»⁵. Ici se fait jour la différence entre le point de vue du sociologue et celui des autres chercheurs en science sociale. Le sociologue s'intéresse à la communauté «profonde»: la parenté, l'éducation, la religion, les rapports de travail, de propriété, de pouvoir. L'histoire d'Albiez pour un sociologue, c'est la naissance de tel sentiment, de tel comportement, de telle activité, et non pas l'appartenance à tel ou tel Etat. Pourtant le rattachement de la Savoie à la France, en 1860, a bien dû avoir des conséquences sur la vie économique et politique en Maurienne. L'auteur signale lui-même: «la fin du XIX^e siècle représente un seuil»⁵. Le plébiscite des Savoyards en faveur de la France n'est pas un accident de l'histoire. L'émigration des Albiens pauvres les amenait en France bien plus qu'en Italie.

Ce n'est pas dire que Rambaud sous-estime le rôle de l'Etat. J'incline à croire l'inverse quand je lis le paragraphe intitulé «L'Etat s'ébauche dans la guerre»⁶, dès le XVI^e siècle, avec une indication comme celle-ci : «Des ordonnances pour prévenir un néfaste dépeuplement interdisent (1635) l'émigration»⁶. Il me semble que l'Etat n'est que la cristallisation d'une tendance très ancienne à rationaliser les structures économiques et sociales et que la notation de la p. 95 (la terre est abandonnée sans culture) montre plutôt un accompagnement qu'une direction imposée à la société.

En fait l'auteur se garde de séparer l'action des facteurs politiques et économiques. Il est aussi à l'aise pour analyser l'évolution de l'économie rurale par la seule initiative des Albiens que pour indiquer ce que l'Etat a déjà fait et ce qu'il pourrait faire pour la communauté montagnarde. Ainsi le chapitre nouveau expose excellemment le programme de modernisation agricole qui convient aujourd'hui aux régions de montagne (françaises, suisses ou autres) ainsi que le rôle des jeunes Albiens dans l'essor touristique qui permettra au village de survivre sans perdre pour autant son identité!

Le meilleur du livre est pourtant l'analyse sociologique proprement dite qui apparaît dans l'étude des structures agraires et plus encore dans celle de «la maison». Le talent de l'auteur éclate dans des appréciations comme celle-ci : «Réseau d'isolement, trame de solitude collective, volonté de repliement et non apprentissage de la vie en société, les maisons font du village une mosaïque de familles opposées»⁷. Un sociologue tel que P. Rambaud va plus loin dans la connaissance de son village, et du village en général, que les autres chercheurs en science sociale. La longue patience de l'enquêteur et la finesse de l'analyste se joignent pour nous donner un tableau de la socialisation rurale, des niveaux de socialisation à la campagne, qui finalement nous apprend beaucoup sur la nature humaine.

JEAN VALARCHÉ

La Suisse face au déséquilibre économique mondial de 1982⁸

Rappelons que les Colloques économiques organisés par l'Université de Fribourg sont consacrés chaque année à l'étude d'un sujet d'actualité. Des professeurs et des personnalités suisses parmi les plus qualifiés sont invités à donner leur opinion sur le problème traité. Les travaux présentés font ensuite l'objet d'une publication. Il s'agit ici de la douzième. L'avantage de ces ouvrages est qu'ils donnent au lecteur l'occasion de se faire rapidement une idée précise de l'état d'une question à un moment donné. Ces bilans permettent en outre de mesurer, ultérieurement, l'évolution de la pensée sur la matière.

Considérée à l'étranger comme un «espace d'équilibre dans un monde en déséquilibre», la Suisse est-elle un cas particulier? On voudrait éviter de l'affirmer, pour ne pas se montrer trop prétentieux et parce que le dire n'explique rien. Pourtant, en toute objectivité, la Suisse apparaît bien en 1982 comme un cas particulier. Il n'est pas sans intérêt de se demander pourquoi et de chercher à savoir si elle a quelques chances de le demeurer longtemps encore. Tel est le thème principal de ce Colloque.

Le professeur Jean Valarché dresse un inventaire de ce qui demeure et de ce qui est nouveau dans la Suisse d'aujourd'hui. Notre population continue d'attacher une importance extrême aux problèmes économiques; de plus, elle a la volonté d'épargner et celle d'éviter les conflits sociaux si onéreux pour tous. C'est là une mentalité propre aux habitants d'un pays de dimension modeste, sans ouverture sur la mer et qui pour comble ne dispose que d'un sous-sol pauvre. Nous ne subissons pas moins que d'autres une évolution rapide que nous ne commandons pas. Le progrès technique s'oriente vers une mécanisation du travail intellectuel et non plus seulement des activités manuelles. La sectorisation de la politique commerciale menace la liberté des échanges à laquelle nous demeurons si attachés, par nécessité plus que par choix doctrinal. Enfin, et ceci est peut-être le plus lourd de conséquences, la jeune génération fait preuve d'une attitude nouvelle face aux tâches qui lui sont confiées. Qui donc serait encore fier aujourd'hui de convenir que le travail est sa vie?

L'ambassadeur Bénédict de Tscharner évoque la nécessité d'appuyer les efforts du GATT tendant à renforcer les digues contre la marée protectionniste. Le délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux est bien placé pour dénoncer ce qui constitue une menace grave pour nos pays aujourd'hui: l'incapacité ou le refus de procéder aux ajustements structurels exigés par nos économies. Des salaires en progression constante, une sécurité toujours plus étendue ne sont momentanément plus possibles, mais rares sont les hommes politiques qui ont le courage de le dire et d'agir en conséquence.

M. Jean-Pierre Roth, sous-directeur à la BNS, s'efforce judicieusement de cerner la notion de déséquilibre monétaire ou financier dont on parle tant. Son exposé, très clair et méthodique, se concentre sur la définition et le classement de ces «désordres» dont l'influence sur notre pays est certaine; il évoque enfin les moyens dont nous disposons pour y faire face. Tout déséquilibre n'est pas catastrophique en soi; il en est de normaux, pourvu qu'ils ne soient pas chroniques. L'auteur rappelle quelques vérités trop souvent méconnues de l'opinion publique. Aussi longtemps que les politiques conjoncturelles ne seront pas synchronisées, il sera illusoire de vouloir obtenir des taux de change stables. Les grands objectifs de notre banque centrale (stabilité au moins relative des prix, des taux de change, du taux d'intérêt) sont en partie contradictoires. Donc, des choix s'imposent à tout moment. Il faut espérer, dans notre propre intérêt, qu'aux Etats-Unis la cure de désintoxication contre l'inflation ne sera ni interrompue ni vouée à l'échec. Sinon, il y aurait lieu de redouter les pires désordres monétaires à l'avenir.

Directeur au siège central de Ciba-Geigy S.A. et professeur à l'Université de Lausanne, M. Simon-Pierre Jacot traite de l'incertitude dont souffre l'entreprise suisse à la suite du déséquilibre économique mondial. Comment réagir? Le pire serait de laisser tomber les bras, c'est-à-dire de cultiver l'attentisme. D'abord, il faut avoir le courage de planifier, en sachant que le plan ne se réalise jamais, qu'il ne constitue qu'une analyse cependant d'autant plus indispensable que l'avenir est incertain. Ensuite, il faut maximiser la flexibilité de tous les éléments du processus de production et savoir répartir les risques économiques. Enfin, il importe de témoigner d'une plus grande agressivité, de se souvenir que l'attaque est la meilleure des défenses et se manifester partout.

Le paradoxe qu'analyse le professeur Gaston Gaudard est celui d'un petit Etat, le nôtre, fortement intégré aux grands marchés internationaux et qui, pourtant, n'a jusqu'ici que peu souffert des bouleversements extérieurs. Est-ce dû à la politique conjoncturelle du gouver-

nement central? Certes, mais peut-être aussi à la portée limitée de celle-ci, car «la sagesse demande qu'on rappelle que toute politique n'est pas nécessairement meilleure que l'absence de politique». L'attitude de la Suisse face à l'extérieur n'est nullement remise en cause par la crise internationale; elle doit néanmoins inclure un effort structurel intérieur plus soutenu afin de mieux équilibrer l'économie de nos régions.

La densité de l'ensemble de ces textes augmente encore l'intérêt qu'on éprouve à les étudier.

FRANÇOIS SCHALLER

¹ Rambaud P.: *Un village de montagne: Albiez-le-Vieux en Maurienne*, deuxième édition, Librairie de la Nouvelle Faculté, Paris 1981.

² Avertissement pour la deuxième édition (souligné par nous).

³ Op. cit., p. 98, p. 220, p. 228.

⁴ Op. cit., p. 13, p. 262.

⁵ Op. cit., p. 151, p. 152, p. 223.

⁶ Op. cit., p. 92, p. 95.

⁷ Op. cit., p. 189.

⁸ Valarché J., B. de Tschärner, J.P. Roth, S.P. Jacot et G. Gaudard: *La Suisse face au déséquilibre économique mondial de 1982*, Ed. universitaire Fribourg, 1982.